

	<p style="text-align: center;">CONDITIONS GENERALES D'ACHAT Applicables aux marchés passés par</p> <p style="text-align: center;">La CCI Ile et Vilaine 2 avenue de la Préfecture CS 64204 35042 Rennes cedex</p> <p style="text-align: center;">Marché public de prestations intellectuelles</p> <p>Marché n°CCI2025-06 - portant sur une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le renouvellement des contrats d'assurance de la CCI Ile et Vilaine</p>
---	---

1. Législation applicable

S'appliquent au présent marché :

- Les dispositions du Code de la commande publique
- Les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG-PI - arrêté du 30 mars 2021 - Document disponible sur le site Internet <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000043310613>
- les présentes conditions générales d'achat.

En cas de contradiction avec le CCAG, les clauses des présentes conditions générales d'achat prévalent sur le CCAG. Les conditions de vente du Titulaire du marché ne s'appliquent que pour les cas non prévus tant aux conditions générales d'achat qu'au CCAG ou lorsqu'elles sont plus favorables à l'acheteur ou lorsqu'elles ont été expressément acceptées par lui.

- la lettre de consultation
- le bon de commande ou l'acte d'engagement
- l'offre technique et financière du fournisseur

2. Durée du marché / Délais d'exécution

Le marché débute le 1er avril 2025. Il est d'une durée initiale de 1 an.

Il est d'une durée ferme non reconductible

Le bon de commande vaut ordre de service de démarrer la prestation. Le délai de préparation (livraison, ...) est inclus.

3. Réception/admission des prestations

Il est fait application des dispositions de la lettre de consultation / du cahier des charges et du CCAG

4. Garantie

Elle est proposée par le fournisseur dans les documents de présentation de son offre ou dans les conditions particulières d'achat.

Elle peut être imposée dans le cahier des charges.

5. Bon de commande

Seules les commandes passées par écrit sur notre bon de commande, et signées par le responsable habilité engagent la CCI Ile et Vilaine.

Le cas échéant, en cas d'option (ou de tranches optionnelles), celles-ci sont commandées par un bon de commande dans le délai de deux ans maximum de la notification du marché.

6. Facturation

Les factures seront émises après réalisation des travaux, des prestations ou de la livraison.

Elles sont à transmettre via la plateforme Chorus Pro uniquement.

SIREN : 130 022 809 00011. Le n° du bon de commande sera précisé ultérieurement et devra être mentionné sur la facture du prestataire.

Outre les mentions légales, les factures comportent : le nom du service bénéficiaire des prestations, travaux ou fournitures, l'intitulé du marché, sa date et son numéro de marché, les références, les désignations et quantités, le détail des prix des fournitures, prestations et travaux établi selon le marché, la référence au bon de commande.

L'exactitude des mentions ci-dessus listées conditionne le règlement des prestations.

Le fournisseur fournit un RIB.

7. Pénalités de retard

Sauf dispositions contraires dans les conditions particulières d'achat ou le cahier des charges, lorsqu'un délai est contractuellement prévu pour l'exécution du marché ou des livraisons, il est fait application de pénalités de retard.

Elles seront dues et seront exigibles de plein droit sans qu'il y ait lieu de faire une formalité dès que le retard sera constaté. Il sera procédé par compensation, le cas échéant, lors des paiements.

Par dérogation aux stipulations du CCAG, il n'y aura pas d'exonération de pénalités.

8. Retenue de garantie

Le cas échéant, suivant les stipulations du cahier des charges.

9. Règlement

Le délai global de paiement est de 30 jours.

Il débute lors de la plus tardive des dates suivantes : la date de livraison, la date de réception ou d'admission des fournitures, prestations ou travaux ou la date de réception de la facture.

La prestation est facturée par phase de mission, à hauteur de 100 % après approbation de ladite phase.

En cas de sous-traitance, les paiements à effectuer aux sous-traitants ne pourront déroger aux conditions de paiement stipulées ci-dessus.

Lorsque le fournisseur ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance, le taux de l'avance correspond aux taux minimums prévus à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique. Il est fait application de l'option B mentionnée à l'article 11 du CCAG. Le paiement de l'avance est soumis à fourniture d'une garantie bancaire.

10. Actualisation – révision

Le prix du marché est ferme, non actualisable et non révisable

11. Plans de prévention, protocole de sécurité, coordonnateur SPS

Le cas échéant, si la réglementation l'exige et dès la réception du bon de commande, le fournisseur prendra contact avec le service auprès du contact mentionné dans le cahier des charges ou le bon de commande.

12. Sous-traitance

Il n'y a pas lieu à sous-traitance dans le cas d'achat de fourniture. Ne peuvent être sous-traités que les prestations de services et les travaux de pose ou d'installation des marchés de fournitures.

Les sous-traitants ne sont admis à intervenir dans l'exécution des prestations que s'ils ont été préalablement présentés et acceptés expressément par la CCI Ille et Vilaine.

13. Clause résolutoire / Résiliation

En cas de défaillance du fournisseur et après une mise en demeure de faire demeure infructueuse, la CCI Ille et Vilaine se réserve le droit de résilier unilatéralement le contrat sans indemnité, pour la partie qui reste à exécuter. Elle pourra faire supporter au fournisseur, à ses frais et risques, toutes dépenses supplémentaires qui pourraient résulter de cette résiliation et de la substitution opérée pour l'exécution du marché, en plus de tous dommages et intérêts qu'elle pourrait demander en raison du ou des préjudices subis.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général et par dérogation au CCAG, il n'y aura pas lieu à indemnisation du fournisseur.

14. Cession de contrat

Aucune cession de contrat à l'initiative du Titulaire ne pourra intervenir sans l'accord exprès et préalable de la CCI Ille et Vilaine. En ce cas, les règles relatives à la commande publique seront appliquées.

15. Cession de créance

Les cessions de créances doivent impérativement respecter les règles applicables à la commande publique et au Code Monétaire et Financier ainsi que celles figurant dans leurs textes d'application.

16. Assurance

Préalablement à l'exécution des travaux, le fournisseur du marché s'engage à justifier, par la fourniture d'une attestation d'assurance, de sa couverture au titre de la responsabilité civile professionnelle et de toute couverture assurance obligatoire. Il adresse à la CCI Ille et Vilaine l'attestation actant le renouvellement de cette couverture tout au long de la durée du marché.

Il est de plus rappelé qu'en application de la loi du 10 juillet 2014 visant à lutter contre la concurrence sociale déloyale l'attestation d'assurance décennale doit être obligatoirement produite avant l'attribution du marché,

Le fournisseur
Signature + Cachet